

éditorial ■ éditorial ■ éditorial ■

SILENCE AUX PAUVRES !

93-93-93

Nous sommes certes encore moins férus en numérogie que les conseillers du ministre de l'éducation ne le sont en lecture. Mais il y a, là comme ailleurs, des coïncidences qui ne sauraient tromper !

93 ! Regardez le numéro sur la couverture de cette revue...

93 ! Cherchez bien... c'est le numéro d'un département dont il fut beaucoup question en novembre dernier

93 ! Ce 93 là, on en parlait souvent autrefois ; enfin certains ; enfin tous, si on inclut ceux qui en pensaient du mal. Maintenant, on n'en parle plus, sauf pour dire que la France a perdu cette année-là un grand roi, injustement méconnu, pourtant déjà soutenu par l'Europe entière. Oui, bien sûr, 1793... C'est la Constitution de l'an I ; Paris aux mains des classes dangereuses ; les gens de rien contre les gens de bien ; et Robespierre dont cette remarque, à plus de 200 ans de distance, aide à identifier les auteurs du discrédit qui le frappe aujourd'hui : « *Ils aiment mieux avoir des maîtres que de voir multiplier leurs égaux* »...

Les banlieues... On se mettra rapidement d'accord sur le niveau économique moyen des habitants de ces quartiers où ont été délibérément regroupés, loin des centres villes, les salariés (puis leur famille) dont les entreprises avaient à l'époque besoin sans qu'elles aient, en retour, vraiment témoigné de leur irrépressible envie de les rémunérer convenablement. Puis le chômage ; puis la ruine des pays du Sud organisée par les puissances et les saigneurs de la guerre économique, d'où l'émigration là-bas, l'immigration ici... À l'arrivée, des conditions de vie plutôt précaires dans des logements plutôt petits, dans des immeubles plutôt mal entretenus, dans des quartiers plutôt esthétiquement médiocres et avec des revenus par tête d'habitant plutôt très bas, pas forcément inférieurs à certaines situations de pauvreté à la campagne mais plutôt sans grande possibilité d'avoir un jardin, trois poules, un espace, de l'espace, des boulots saisonniers,... On pourra aussi se mettre d'accord sur « la méfiance » que les habitants de ces quartiers semblent inspirer à la majorité des « gens de bien », surtout à ceux qui ne les ont jamais vus. Globalement, ils ne paraissent pas en effet prioritairement recherchés par les employeurs ni par les voisins des appartements qui se libèrent dans des quartiers plus centraux de nos villes. D'où un ressenti de marginalisation et d'oubli. Compréhensible ?

Au-delà des ces constats qui font d'autant facilement accord qu'ils n'engagent pas à grand-chose, les banlieues ont été, pendant quelques semaines le sujet de ravageuses disputes dans les familles et de laborieux débats dans les médias. Pour aller au fond des choses, les habitants de ces quartiers ont-ils des sentimentzhumains (affection, amitié, solidarité, convivialité, etc.) de moindre élévation que les habitants de Neuilly ? Les habitants de ces quartiers ont-ils un attachement à la République et au Bien commun inférieur à celui qu'on connaît dans le 16^{ème} arrondissement ou dans la bourgeoisie bordelaise ? Est-ce que, dans ces quartiers, le volume par tête d'habitant des revenus issus de la spéculation, des passe-

droits, de la corruption, des trafics, des détournements, des abus de « biens sociaux », de la prise en otages de pans entiers de la population mondiale est pire que dans le monde des affaires et dans la classe politique qui majoritairement travaille sous ses ordres ? Trouve-t-on, dans ces banlieues, comparé aux « beaux quartiers », moins de gens qui acceptent de faire 3 heures quotidiennes de transports en commun pour aller gagner, on le sait aujourd'hui, moins que le SMIC ? En clair, n'aurait-on pas laissé les fainéants se regrouper dans les banlieues pour organiser leurs orgies à coup de RMI ? Quelle est, en moyenne, la part respective de responsabilité d'un habitant de la Courneuve et d'un lecteur intéressé par les cours de la Bourse dans la mort, par malnutrition et épidémie, de 100 000 habitants de la planète chaque jour ? Les pratiques néfastes à la réalisation de conditions de vie simplement acceptables pour tous, en France et dans le monde, trouvent-elles leur origine davantage dans la volonté des pauvres, dans la lâcheté des classes moyennes, dans le cynisme des riches ? Ou, comme le demande Bertolt Brecht, qu'est-il, entre créer une banque et piller une banque, le plus nuisible à l'humanité ? N'empêche, personne n'aime à se faire tirer sa carte bleue, même si, pour solde de tout compte, chacun, en moyenne, se sera vu soutirer au cours de sa vie davantage d'argent par son banquier pour le profit des actionnaires que par tous les délinquants, passés et à venir, de son quartier... Bref, si aucun vol n'est légitime, et en premier lieu, mais on n'en parle plus, celui de la force de travail, constatons néanmoins que certains sont légaux. Toute la question est alors de comprendre qui fait la loi...

Nous sommes, de manière générale à l'AFL, 'plutôt' nombreux à penser que le bien commun des sociétés n'est décidément menacé ni par les pauvres ni par les jeunes, encore moins par les jeunes pauvres, mais par ceux qui pensent et organisent le monde pour l'accroissement et la sécurité du bien privé, les « dominants » comme on dit, objectivement très peu nombreux, « *parfaitement résolu à laisser subsister, dans les profondeurs sociales,*

les pires iniquités »¹ et qui mandatent des maîtres à penser pour persuader leurs innombrables victimes qu'un pays, selon l'expression de Boissy d'Anglas², « gouverné par les propriétaires est dans l'ordre naturel », reprenant ainsi la définition de Voltaire, un pays où « le petit nombre fait travailler le grand nombre, est nourri par lui, et le gouverne ». Le lien entre l'an 93 et le '93' était prémonitoire dans ce qu'écrivait³ Henry Guillemin pour le bicentenaire de la Révolution : « Pour ces hommes 'raisonnables' que sont les Girondins, le libéralisme est la loi des lois dans le domaine de la production et du commerce où doit s'épanouir en pleine autonomie le système du marché. Roland, ministre de l'intérieur⁴, a défini le dogme : Tout ce qu'un sage gouvernement peut et doit faire en matière économique, c'est d'affirmer qu'il n'interviendra jamais. »

« La plus grande partie de nos concitoyens est aujourd'hui réduite par l'indigence au seul souci de survivre ; asservie à ce point, elle est incapable de réfléchir aux causes de sa misère et aux droits que la nature lui a donnés. » Qui parle ainsi ? Robespierre... Il n'y a en effet aucun risque que ce soit un homme politique d'aujourd'hui ! Ce qui est scandaleux dans les commentaires qui ont accompagné les événements de novembre dans les banlieues - transposition à l'échelle de l'Europe de la misère du Monde -, ce ne sont point les propos des différents ministres et journalistes de droite, lesquels témoignent simplement de la qualité de leur conscience de classe ; mais les propos des gens de gauche. D'après eux, il y aurait beaucoup de raisons objectives pour « expliquer » ce qui s'est passé mais les modes d'expression retenus seraient inacceptables et indignes de la vie dans une démocratie comme la nôtre. Or, aucune de ces deux propositions n'est scandaleuse, elles sont mêmes vraies prises séparément, mais ce qui est décevant insoutenable, c'est de les soutenir ensemble. En effet, si dans les profondeurs sociales subsistent les iniquités que l'on sait, quel est donc le mode d'expression pertinent de leur désaccord que retiennent et pratiquent les gens de gauche pour faire triompher les droits que la nature a donnés à tous les hommes ? Quel exemple proposent-ils d'un bon mode

d'expression ? Non pas celui qui permet de s'attribuer à peu de frais le « privilège du cœur » mais celui qui s'obligerait à l'action collective, celui qui rendrait lisibles les rapports de forces, qui aiderait à remonter à la racine de « la force des choses » présentée pourtant comme une fatalité hors de tout pouvoir humain, celui qui forgerait en commun les outils d'élucidation dans la pratique des luttes partagées, celui qui refuserait de rien abandonner dans l'attente d'un monde futur, celui qui replacerait l'avenir de chacun dans la réussite de tous... Celui qui dérange le présent.

De quelles formes d'expression d'idées mobilisatrices et conquérantes les forces de gauche, politiques et syndicales, sociales et culturelles, donnent-elles un exemple aujourd'hui qui ne soit pas au même niveau de médiocrité et de vandalisme, d'impuissance et de simulacre, que les incendies de voitures ou de gymnases dans les banlieues de novembre ? Dans les deux cas, elles ne servent qu'au spectacle convenu que chacun s'offre à soi-même pour se persuader qu'il existe malgré tout. Toutefois, les responsabilités, loin d'être équivalentes, semblent inversement proportionnelles au degré d'asservissement et d'indigence qu'invoquait Robespierre. « Je ne connais, ajoute Saint-Just, que le Juste et l'Injuste, ces mots sont entendus par toutes les consciences ». Lorsque les moins aliénés s'accommodent de l'injustice au point de ne plus calculer leur action qu'à l'aune de leur propre survie individuelle, on ne saurait espérer qu'ils se sentent encore responsables de l'incohérence des agissements des plus opprimés qu'eux. Tant que la gauche se tait « dès qu'il faut mettre en question les fondamentaux de la logique anonyme des relations du marché et du capitalisme global, qui s'impose aujourd'hui de plus en plus comme le Réel 'neutre' accepté par toutes les parties et, en tant que tel, de plus en plus dépolitisé »⁵, elle pousse les innombrables victimes de l'économie triomphante à tomber dans tous les pièges, notamment communautaristes et religieux, qui restent les meilleurs soutiens

¹ Lamartine.

² inspirateur de la constitution de l'an III publiée en 95 par les thermidoriens qui ont fait chuter Robespierre

³ dans son libelle : **Silence aux pauvres !** dont nous empruntons le titre pour l'éditorial de ce numéro 93.

⁴ lui aussi !

⁵ Slavoj Žižek : **Plaidoyer en faveur de l'intolérance**, Clichy 2005

des forces qui les oppriment.

« La grande nouvelle, poursuit S. Zizek, de la 'fin de l'idéologie' de l'âge post-politique contemporain est la dépolitisation radicale de la sphère de l'économie : la manière dont l'économie fonctionne (la nécessité de mettre un terme à la sécurité sociale, etc.) est acceptée comme une simple manifestation de l'état des choses objectif. Pourtant, aussi longtemps que sera acceptée cette dépolitisation fondamentale de la sphère économique, l'ensemble du discours sur une citoyenneté active, sur un débat public conduisant à des décisions collectives responsables, etc., restera circonscrit aux enjeux 'culturels' des différences religieuses, sexuelles, ethniques et autres modes de vie, sans avoir d'influence sur le niveau auquel sont prises des décisions qui, à un moment ou à un autre, nous affecteront tous. En résumé, la seule manière de mettre en œuvre la société où des décisions risquées sur le long terme seraient l'objet d'un débat public (...) consiste en une certaine forme de limitation radicale de la liberté du capital, en la subordination du processus de production à un contrôle social, c'est-à-dire en la radicale repolitisation de l'économie... »

Pour rejoindre la première occurrence du nombre 93 qui identifie le présent numéro des Actes, il est certain que cette radicale et nécessaire *repolitisation* hante, avec la même urgence, la question éducative, comme on le voit dans le retour actuel à l'alphabétisation et, simultanément, dans le souci majoritaire des universitaires, tout en feignant de s'y opposer, d'afficher leur attachement au même paradigme... Tenons bon !

Jean FOUCAMBERT ■■■■